

Le Royaume Uni et la Question du Sahara marocain

Malgré l'évolution récente des relations entre le Maroc et le Royaume Uni, la Question du Sahara marocain demeure un sujet de « malentendu » permanent. La position de Londres sur ce sujet reste dissociée des évolutions positives enregistrées sur le plan bilatéral.

En effet, le Royaume Uni maintient sa vision dichotomique de la Question nationale et continue à séparer le volet politique (processus de négociations, plan d'autonomie) et ce qui est perçu comme le « volet technique » (droits de l'Homme, ressources naturelles, défis de la MINURSO).

I- Manifestations de l'hostilité du Royaume Uni :

- Londres est devenu le centre du lobbying pro-polisario, notamment à travers l'ONG « Independent Diplomat » ;
- Durant les quatre dernières années, Londres a été l'instigateur principal des amendements hostiles au Maroc lors de l'élaboration et la négociation des projets de résolution du Conseil de sécurité sur le Sahara marocain ;
- Le rôle des britanniques est de plus en plus dangereux qu'ils sont connus pour leur maîtrise des rouages onusiens (drafting des résolutions, recherche de formules insidieuses), ce qui leur a permis de jouer le mauvais rôle lors des négociations des résolutions sur le Sahara, soit de manière volontariste, soit dans le cadre d'un partage des rôles avec les Etats Unis d'Amérique.
- Le Gouvernement britannique s'était notamment abstenu lors du vote par le Conseil européen sur le renouvellement du Protocole additionnel de l'Accord de pêche Maroc UE et présenté une note de cadrage défavorable à ses eurodéputés, qui ont massivement voté en plénière. Cependant, le Royaume Uni a apporté son soutien inconditionnel à l'Accord agricole Maroc- UE et plus récemment, M. William Hague a émis une déclaration très positive saluant le lancement des négociations Maroc-UE pour la conclusion d'un Accord de Libre Echange Complet et Approfondi ;
- Les questions récurrentes de certains députés britanniques appuyant ouvertement les thèses du polisario. A signaler que le nombre de questions posées sur notre pays a progressivement diminué au cours de ces trois dernières années : 96 questions en 2012, contre 67 en 2010 et 30 en 2011. Au cours du premier trimestre 2013, 18 questions ont jusqu'à présent été soumises, toutes concernant la Question nationale ;

- La mobilisation de pétitionnaires britanniques contre la position du Maroc lors des débats de la 4^{ème} Commission de l'Assemblée générale de l'ONU sur la question du Sahara marocain ;
- A plusieurs égards, la position britannique rejoint celle de l'Algérie et du Polisario (référendum comme moyen de l'autodétermination, élargissement du mandat de la MINURSO et illégalité de l'exploitation des ressources naturelles) ;
- La position toujours circonspecte vis-à-vis de l'Initiative marocaine d'autonomie.

II- Les « justifications » de ces manifestations d'hostilité :

1) Le Royaume Uni considère, pour des raisons idéologiques, que l'autodétermination équivaut au référendum, se basant sur leur doctrine appliquée aux cas des Iles Malouines et à Gibraltar. Ces considérations idéologiques sont plus que jamais d'actualité dans le contexte des campagnes en cours pour les référendums d'autodétermination aux Malouines (10-11 mars 2013) et en Ecosse (dernier trimestre de 2014) ;

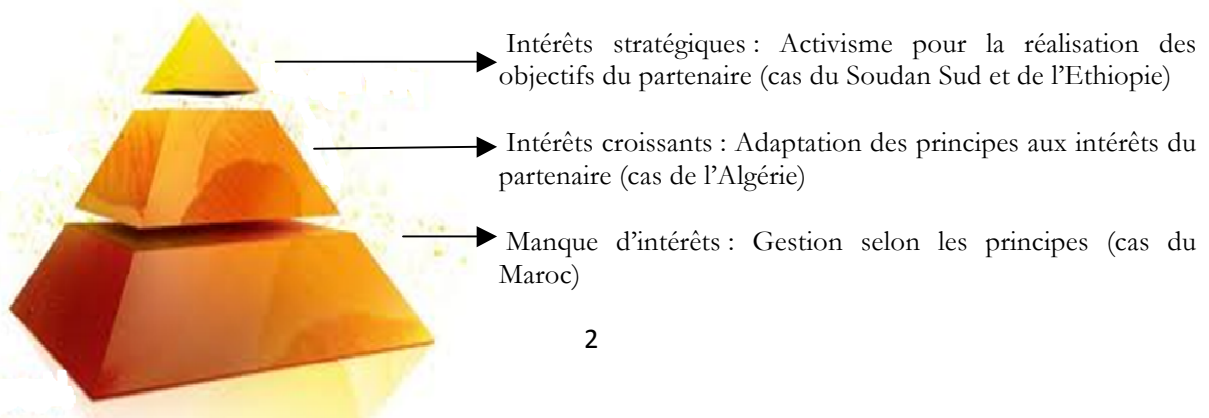
2) Ce pays, en sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, projette sa puissance par son activisme sur le volet technique de la Question nationale pour mieux se positionner sur l'échiquier maghrebin, bien que Londres considère que ce sont là des positions de principe, conformes aux engagements internationaux et sans visée politique ;

3) Les intérêts stratégiques de Londres dans ses relations avec l'Algérie ;

4) La doctrine de ce pays à l'ONU concernant les opérations de maintien de la paix (Initiative franco-britannique sur la mise en place d'indications de réalisation des mandats des différentes OMP) ;

5) Les pressions montantes du Lobby « droit de l'homme » à Londres (Amnesty International, Land Mine action, Independent Diplomat etc) ;

Au-delà de ces justifications, l'action de la diplomatie britannique est souvent basée sur le schéma de la pyramide suivante :



Selon ce schéma, l'attitude de Londres vis-à-vis de la position marocaine se trouve au niveau de la base de la pyramide. En effet, le Royaume Uni évoque avec le Maroc les questions de principe, du fait que nous n'avons pas pu créer des centres d'intérêts, malgré tous les efforts entrepris par notre pays au cours des dernières années.

Le Dialogue stratégique nous offre une possibilité de structurer ces intérêts, d'enrichir leur contenu et de développer leurs modalités.

III- Attitudes britanniques lors de l'échéance d'Avril 2013 :

Londres devrait se focaliser sur les questions des défis de la MINURSO, des ressources naturelles et des droits de l'Homme.

S'agissant des défis de la MINURSO, le Royaume Uni qui a concentré ses efforts autour des droits de l'Homme depuis 2012, a introduit la question des défis pour suggérer que la MINURSO n'agit pas en toute liberté et qu'il faudrait la renforcer pour l'aligner sur la pratique des autres missions de maintien de la paix. Les défis couvrent plus spécifiquement trois aspects : Les plaques, les drapeaux et l'interaction avec les interlocuteurs. :

1- Les plaques : Le Royaume Uni soutient la demande de la MINURSO de lui confier toute la procédure d'immatriculation des véhicules

Le Maroc a soumis une offre de délivrer un nombre limité de plaques distinctes (deux ou trois) à condition que le processus d'enregistrement des véhicules soit fait dans le cadre de la procédure nationale en vigueur (délivrance de cartes grises, assurances etc) ;

2- Les drapeaux marocains : La MINURSO souhaite que le Maroc retire les 17 drapeaux autour de son siège à Laâyoune. Notre pays est en discussion avec la MINURSO à ce sujet. Une solution est en cours de finalisation.

3- Les interlocuteurs : Il conviendrait d'expliquer les efforts du Maroc pour favoriser l'interaction de la MINURSO avec les interlocuteurs habituels (Bureau de Coordination et les Organes institutionnels)

Concernant la question **des ressources naturelles** : Sous l'impulsion de « Independent Diplomat », des attaques sont dirigées contre les accords du Maroc avec l'UE et une mobilisation contre les sociétés opérant au Sahara.

S'agissant **des droits de l'Homme** : Une petite évolution a été remarquée au niveau de l'intérêt porté par les britanniques sur le travail du CNDH, notamment dans les provinces du sud.